

L'Édito : Les juges de Nanterre et le syndicat Sud ont une vision bien restrictive de ce qui est essentiel à la France (ou aux français), par Alexandre MEDVEDOWSKY



Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986). Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNPIE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

Mardi 14 avril, le tribunal de Nanterre a pris une décision en référé à la demande du syndicat Sud, enjoignant à Amazon de se limiter à la distribution des seuls produits essentiels en attente de mieux respecter les obligations de sécurité et de prévention de la santé de ses salariés. Si l'on comprend bien l'objectif sanitaire et le rappel aux obligations de chaque employeur, cette décision et le climat qui l'accompagne sont des mauvais coups portés à nos concitoyens et à notre économie.

Loin de soutenir les efforts des services publics ou des services à la population, certaines organisations syndicales (Sud et la CGT pour les citer) ont passé leur temps, sous couvert de protection des salariés, à y porter atteinte. L'exemple de la Poste, plus encore que celui polémique d'Amazon, est particulièrement éclairant. Sud a tenté, par tous les moyens, de contraindre la direction de la Poste à réduire le service public postal (fermeture massive de bureaux de Poste, limitation à trois jours de la distribution du courrier, refus de distribuer les colis « non essentiels »). Il aura fallu tout le talent du PDG Philippe WAHL et de ses équipes, sous pression des citoyens, des élus territoriaux, et même du Premier Ministre et du Président de la République, pour que le service public postal retrouve un niveau de prestations acceptables durant le confinement.

Les juges de Nanterre en évoquant la notion de « marchandises essentielles » et en limitant cette appellation aux seuls produits alimentaires, aux produits d'hygiène et aux produits médicaux, suivant en cela le discours syndical, ont commis à mon sens une erreur manifeste d'appréciation.

A un moment où confinement oblige, des dizaines de milliers d'entreprise et des millions de français sont en télétravail, il paraît évident que le matériel informatique, les imprimantes, les encres d'imprimerie, les téléphones, les caméras de visioconférences, les fournitures de bureaux, les câbles de connectivité sont, par exemple, autant de biens essentiels à l'activité économique et à l'activité de nos concitoyens.

Si la première ligne de défense dans la crise du Covid-19 est occupée par nos soignants, la deuxième ligne est celle de tous ceux, qui, du monde agricole à la logistique et au monde de la distribution permettent à notre pays de rester debout. Les français et leurs entreprises doivent pouvoir continuer à se nourrir, à se soigner, mais aussi à se vêtir et à travailler. Un immense remerciement doit être adressé à tous ceux qui le permettent. En prenant le risque de déstabiliser cette deuxième ligne, les juges de Nanterre dans le suivi de postures syndicales idéologiques ont porté un mauvais coup à nos concitoyens et à notre économie.

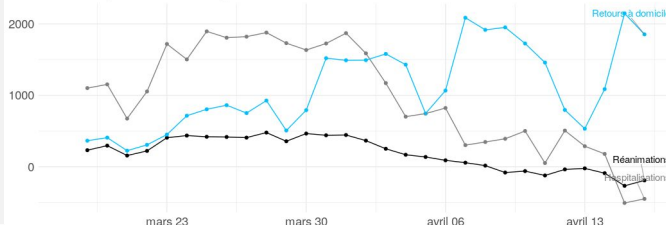
Tableau de suivi de l'épidémie

→ Nouvelle baisse du nombre de patients hospitalisés et en réanimation - La France a enregistré hier 753 nouveaux décès, un chiffre toujours conséquent qui donne à penser que la page est loin d'être tournée alors qu'une esquisse de retour à la normale est prévue pour le 11 mai. Sur le front des indicateurs hospitaliers le bilan global apparaît, a contrario, bien plus encourageant, et ce dans la lignée des observations de ces derniers jours. Baisse du nombre de patients hospitalisés et baisse du nombre de patients graves placés en réanimation, autant d'indicateurs qui signalent, même s'il est trop tôt pour tirer des conclusions, que la situation reste sous contrôle sur cette ligne de front.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	32917	667801	31451	4591	4.9	16
Royaume-Uni	13759	104014	4662	865	13.2	7
France	17920	165027	17164	753	10.9	4
Espagne	19315	184948	7304	607	10.4	3
Italie	22170	168941	3786	525	13.1	2
Allemagne	4052	137698	2945	248	2.9	7
Corée du Sud	229	10613	22	4	2.2	2
Chine	3342	82341	47	0	4.1	0

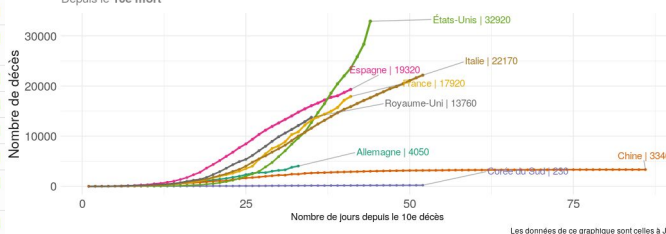
Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)

Données hospitalières relatives à l'épidémie de COVID-19



Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès

Depuis le 10e mort



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

Regard d'expert - COVID-19 : si c'était le bon moment pour faire émerger une cybersécurité à la française ?, par François MATTENS



François MATTENS est directeur des affaires publiques et de l'innovation du Groupement des Industries françaises de défense et de sécurité terrestres et aéroterrestres (GICAT). Dans le cadre de ses fonctions, il est depuis 2017 le co-fondateur et responsable de GENERATE, le premier accélérateur français de start-up dédié à la défense et à la sécurité. Ancien Président des Jeunes de l'IHEDN, il enseigne à Sciences Po Paris, à l'université Panthéon-Sorbonne et à l'université Paris-Dauphine.

Les cyberattaques font désormais partie de notre quotidien, que ce soit dans notre vie personnelle ou notre sphère professionnelle. La crise du COVID-19 et son confinement ont obligé des millions de personnes à faire usage du télétravail pour maintenir leurs activités. Cette situation les a de facto exposés à des malveillances numériques et différents hackers y ont vu une opportunité pour agir. Logiquement, nous assistons dès lors à une recrudescence des cyberattaques d'une ampleur jamais connue par le passé.

Des investissements pour soutenir l'industrie de la cybersécurité

Depuis quelques années, on assiste à une émergence de startups dans la cybersécurité ainsi qu'une augmentation des levées de fonds chez le capital-risque français. En témoigne, les 18 levées de fonds en 2018 pour 114 millions d'euros puis 29 pour 311 millions d'euros en 2019, soit un peu moins du triple de l'année précédente. Avant même

la crise actuelle, nous enregistrons déjà des chiffres records en début d'année avec 40 millions d'euros levés. Cependant il sera nécessaire de prendre en compte l'impact, positif ou négatif, du Covid-19 sur les levées de fonds en cours ou prévues pour l'année 2020.

En France, très peu de fonds se sont spécialisés dans ce domaine à l'instar d'ACE Management avec Brienne III. Malheureusement, ce dernier fait figure d'exception dans l'écosystème des investisseurs français. Ces fonds manquent aujourd'hui encore trop souvent de compétences techniques et industrielles. Les premiers à l'avoir compris sont les Israéliens qui ont été capables de faire émerger des investisseurs spécialisés en soutien d'une industrie de la cybersécurité devenue une référence mondiale.

Un plan de relance pour structurer une filière souveraine

Même si l'ambiance actuelle n'est pas aux investissements massifs, pourrait-on y voir une occasion pour l'industrie de la cybersécurité d'émerger ? Nous sommes certes en train de rattraper notre retard avec deux initiatives complémentaires que sont la Cyberdéfense Factory à Rennes sous l'égide du ministère des armées, et le CyberCampus regroupant en un même lieu les principaux industriels, PME et startups tricolores. Dans le cadre d'un plan de relance de l'économie, la cybersécurité apparaît comme un marché d'avenir à prioriser, à structurer et à accompagner pour en extraire son potentiel économique tout en garantissant notre souveraineté dans le domaine.

Le jour d'après sera-t-il pire qu'hier ? Quand les contestataires renouent avec l'art de la dystopie – Il y a d'une part les images positives associées au « fameux jour d'après » : les retrouvailles entre proches, la reprise de la vie normale et toutes les grandes espérances de l'après-pandémie, couvées depuis plus d'un mois de confinement, et qui s'autorisent désormais à s'exprimer. Le monde serait alors plus solidaire et plus connecté, plus humain et plus humble, capable, de faire face à de futurs défis comme le réchauffement climatique grâce à la science, à l'entraide et à la technologie.

Cette vision irénique la dispute à une autre, toute aussi politique, qui décrit l'avènement d'un monde totalitaire, dans lequel la technologie ne serait plus salvatrice mais instaurerait une surveillance généralisée de la population. Cette dystopie, partagée par de nombreux courants d'idées, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, en passant par les mouvances libérales et libertaires, se voit nourrie par les débats autour de l'application Stop-Covid, par les commandes de drones de surveillance du ministère de l'Intérieur ou encore par le déploiement des forces de l'ordre à des fins de contrôle. Dans ces sphères militantes, les faits et les images qui donnent corps à cette vision s'échangent et se diffusent à toute vitesse sur les réseaux sociaux. Une vidéo d'un drone survolant la commune de Villeneuve-sur-Lot (20 000 habitants) mise en ligne par un journaliste de [Sud-Ouest](#) a été vue plus de 40 000 fois en l'espace de 24 heures, se trouvant qualifiée de « [carte postale totalitaire du futur](#) », et présentée comme la preuve d'une généralisation des techniques de surveillance aux petites villes de Province. Autres éléments discursifs récurrents : les références à 1984 se multiplient, les critiques à l'égard des montants investis pour le maintien de l'ordre au détriment des budgets de la santé font florès, quand [l'attestation de circulation](#) est présentée dans certains groupes militants comme l'expression d'une volonté de contrôle social accru de la part de l'Etat, et la preuve de son éloignement des principes démocratiques. Ces accusations, déjà brandies lors du vote de l'état d'urgence sanitaire par le Parlement, voient aussi se mobiliser les mêmes sphères que celles qui critiquaient les violences policières au moment des « Gilets jaunes », y voyant une dérive autoritaire de l'Etat. Et qui présentent cette nouvelle séquence dans la continuité de la « répression » du mouvement social de novembre 2018.

Ce sentiment se trouve d'autant plus renforcé que les moyens d'exercice habituels de la contestation (réunions physiques, manifestations ou encore occupations) sont rendus impossibles du fait des circonstances. Les accusations de manque de transparence à l'égard du gouvernement, et la multiplication des actes de délation entre citoyens participent au sentiment d'un délitement de la démocratie, qui n'est pas qu'un régime mais aussi une forme de sociabilité comme l'avait noté Tocqueville en son temps. Des angoisses qui sont de nature à creuser la défiance dans l'opinion au-delà des sphères militantes adeptes de ces grilles de lecture dystopiques. ([Jean-Baptiste Delhomme](#))



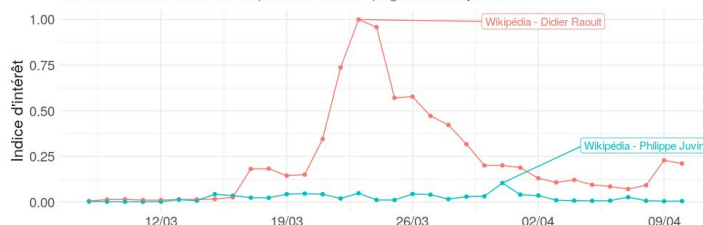
Marcel Aiphan
@AiphanMarcel

Carte postale totalitaire du futur de #VilleneuveSurLot, 20000 habitants et un hôpital vidé de sa substance par les coupes budgétaires
La police avait bien besoin d'un drone parlant pour surveiller des rues vides
[#confinement](#) [#COVID19](#) [#Drones](#) [#PlusJamaisÇa](#)

La trahison des clercs ? - Dans [un portrait qui lui a récemment été consacré par le quotidien Libération](#), Philippe Juvin, directeur des urgences à l'Hôpital européen Georges-Pompidou, ancien député européen et maire (LR) de La Garenne-Colombes, évoquait Julien Benda, l'auteur de *La Trahison des clercs*. Philippe Juvin, l'une des figures majeures de la crise sanitaire, sorte d'anti-Raoult, encore qu'il convienne d'être prudent avec les dichotomies qui versent trop souvent dans une forme de manichéisme, se réfère notamment à Benda pour mettre en avant l'idée que l'homme de droite serait du côté de la raison, tandis que les émotions seraient l'apanage de l'homme de gauche. L'opposition droite/gauche n'est pas forcément parfaite, mais elle a néanmoins d'une part l'insigne mérite de remettre Julien Benda, figure intellectuelle majeure de l'entre-deux-guerres, tombée dans une forme d'oubli, duquel il ne sort que très rarement, dans l'arène médiatique. De l'autre, de questionner tout à la fois, avec Juvin, et avec Benda donc, notre rapport à la raison et notre rapport aux émotions. Des antagonismes et des lignes de faille qui n'ont, bien évidemment, pas échappé à *Libération* qui a portraituré Juvin en anti-Raoult. Juvin, le "Parisien", bien que natif d'Orléans, contre le "Marseillais" Raoult, qui pourtant a vu le jour dans une tout autre ville portuaire. Juvin, regard magnétique, yeux bleus électriques et cheveux taillés de près, opposé au professeur Raoult, cheveux longs, barbe longue, allure "gauloise", chemise Vichy rose et montre Swatch, rouge et blanche, au poignet. De là à dire que pour chacun des deux protagonistes l'éthos entre en résonance directe avec le logos, il n'y a qu'un pas, que nous garderons bien de franchir. Par contre, par-delà les personnes et les postures, force est de constater que la séquence dans laquelle nous sommes entrés depuis maintenant plusieurs semaines, et qui ne sera sûrement pas close le 11 mai, a questionné et problématisé, au-delà du rationnel, la place de la science, et avec elle des scientifiques, dans nos sociétés. Pour Benda, les valeurs cléricales sont statiques, elles ne sauraient se plier ni au siècle, ni à l'ère du temps et encore moins aux luttes politiques. Par opposition à toutes finalités pratiques, le clerc se doit donc de repousser "par essence à peu près toutes les proclamations patriotiques, politiques, religieuses et morales" puisque ces dernières, de manière irrémédiable, tendent à "incurver la vérité". Et paradoxalement, c'est Juvin le politique, le maire et ancien député européen, qui aura finalement évité de pousser trop loin la dimension politique de la crise sanitaire, là où le pont de l'IHU de Marseille, aux centaines de publications scientifiques et aux classements internationaux tout aussi flatteurs les uns que les autres, se sera quelque peu sali les mains dans la glaise politique. Il n'est qu'à regarder l'empreinte en matière d'opinion et d'intérêt, via les statistiques Wikipédia de ces deux figures, pour se convaincre de l'existence de partitions, de stratégies et de logiques différentes. Alors la pensée Bendamienne n'est pas exempte de reproches et de soupçons d'inaction ou de kantisme aux mains pures certes, mais néanmoins inexistantes. Néanmoins, et alors que de nombreux clercs ont trahi, et les récentes sorties de Luc Montagnier, prix Nobel certes, mais dont on ne peut que déplorer le naufrage scientifique et la dilution de la rationalité, ne font que nous rappeler que même les plus brillants d'entre-eux peuvent s'éroder. Et avec eux tout un pan de la science et de la rationalité, plus que jamais mise à mal par le faux et une confiance délitée.

Intérêt relatif à Philippe Juvin et Didier Raoult sur Wikipédia

Sur la base des données disponibles sur les pages francophones



Regard d'expert - Les Banques face au Coronavirus, par Olivier PASTRÉ



Olivier PASTRÉ est économiste, professeur d'économie à l'université de Paris VIII, et membre du Cercle des Économistes. Il a une longue expérience du secteur bancaire en France, après plusieurs années passées au Commissariat au Plan et au Ministère des Finances, mais aussi au Maghreb comme en témoignent ses activités d'administrateur d'Union Bank (Algérie), de Directeur Général de GP Banque jusqu'en 2002, et son rôle de président de la banque d'affaires IM Bank Tunis depuis 2001. Olivier PASTRÉ est également directeur de collection aux Éditions Fayard, et chroniqueur sur France Culture. Parmi ses ouvrages les plus récents, on retrouve « L'énergie en état de choc : 12 cris d'alarme » aux éditions Eyrolles (2015).

Contrairement à ce que disent certains (dont Jean Tirole, Prix Nobel d'Économie), le système bancaire européen, à quelques exceptions près, n'est pas particulièrement fragile. Ce qui est grave, c'est que, contrairement aux États-Unis, 70 % du financement de l'économie européenne (30 % des États-Unis) se fait par le canal des banques. Celles-ci ont donc un rôle stratégique à jouer pendant cette crise. Pas de bras, pas de chocolat ! Pas de financement bancaire, pas d'économie ! C'est aussi simple que cela.

Si la solidité d'ensemble du système bancaire européen n'est pas en cause, celles-ci ayant

déjà commencé à restructurer leur réseau d'agence et à changer leur « product mix » pour limiter leurs risques, il est deux problèmes majeurs qui restent à affronter pour éviter le pire.

D'abord la réglementation, conçue en période de croissance, et qui pénalise les activités les plus nécessaires en période de crise. Il s'agit notamment du financement des PME et du renforcement des fonds propres des entreprises (ce que l'on appelle le « private equity »). Il faut complètement repenser la réglementation dans ces domaines.

Deuxième front, la mise en œuvre au quotidien des politiques de crédit des banques. Les banques ont annoncé faire des efforts particuliers face à la crise du coronavirus et il n'y a aucune raison de mettre en cause leur bonne foi. Mais c'est sur le terrain que cela ne suit pas. Les réseaux bancaires qui ont été désresponsabilisés pendant de nombreuses années, par un contrôle automatique des risques de plus en plus intrusif, ont perdu une part importante de leur savoir-faire en matière d'analyse du crédit. Quand on voit comment le système de santé s'est mobilisé et a changé ses comportements en quelques semaines pour sauver des dizaines de milliers de vies, les banques devraient suivre l'exemple donné pour sauver, dans les semaines qui viennent, des centaines de milliers d'entreprises.

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.